

Liste conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Emploi: interdire les licenciements et répartir le travail entre tous

Alors qu'il y a près de 6 millions de chômeurs, des groupes riches à milliards, comme Ford ou PSA, ferment des sites et licencient. Le gouvernement Macron supprime lui aussi des milliers d'emplois dans la santé ou l'éducation.

Partout, qu'on soit dans le privé ou dans le public, on travaille de plus en plus dur, avec des cadences infernales, des horaires à rallonge, des départs en retraite non remplacés.

La seule façon de s'en prendre au chômage de masse serait d'interdire les licenciements et de créer des emplois pour les chômeurs. C'est possible en répartissant le travail entre tous les bras disponibles, sans baisser les salaires. Et ce sera aux travailleurs de l'imposer!

Pouvoir d'achat amputé: nous voulons vivre, pas survivre

En se mobilisant, les gilets jaunes ont mis en avant la question du pouvoir d'achat: qu'on soit travailleur en activité, au chômage ou à la retraite, on ne s'en sort pas. Depuis des années, le grand patronat augmente ses bénéfices en bloquant les salaires, en multipliant les emplois précaires et sous-payés. Le gouvernement finance les cadeaux aux entreprises et à une minorité de riches privilégiés

en amputant les retraites et les allocations. Cela suffit!

Les quelques mesurettes que Macron a été contraint de prendre sous la pression des gilets jaunes ne font pas l'affaire. Il faut augmenter les salaires d'au moins 300 euros. Pas un salaire, pas une retraite ne doit être inférieur à 1800 euros net!

Et pour garantir le pouvoir d'achat, il faut imposer l'indexation des salaires et des retraites sur les prix. Ouvriers, techniciens, employés, enseignants, retraités, les candidates et les candidates de Lutte ouvrière se présentent pour faire entendre le camp des travailleurs, ses exigences et ses revendications.

Partout en Europe, pour augmenter toujours davantage leurs profits, une minorité de grands industriels, banquiers, spéculateurs en tout genre, mène une véritable guerre sociale contre les travailleurs, les chômeurs et les retraités des classes populaires.

Grâce aux capitaux qui leur permettent de posséder les grands moyens de production, de transport, de distribution et de communication, ils sont les véritables maîtres de la société. Toutes les institutions actuelles, celles de l'Union européenne comme celles des différents États, sont des instruments au service de leurs intérêts.

Face à cette minorité de riches privilégiés et à tous leurs représentants politiques, les candidats de Lutte ouvrière feront entendre les intérêts matériels et politiques vitaux des travailleurs, à commencer par le droit à un emploi, à un salaire décent, à un logement, à la santé, à la culture et à l'éducation.

Ils affirmeront qu'aucun des problèmes de la société, depuis les menaces sur l'environnement et le climat jusqu'aux besoins les plus élémentaires, ne pourra être résolu sans renverser le pouvoir politique du grand capital, sans exproprier les grands groupes capitalistes et les banques, pour les soumettre au contrôle de la collectivité.

Ils affirmeront que les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, leur origine ou leur religion, appartiennent à la même classe. Ils ont les mêmes intérêts et un même combat à mener pour leur émancipation et pour offrir une perspective de progrès à l'ensemble de la société.

Abolition du secret des affaires

L'arrestation de Carlos Ghosn a levé un peu le voile sur les pratiques des capitalistes: comptes maquillés. avantages aux frais de l'entreprise... Le grand patronat sait utiliser le secret bancaire et commercial pour cacher les diverses facons de détourner les richesses créées par les travailleurs. Le secret des affaires lui permet aussi de préparer plus facilement tous ses mauvais coups, les fermetures d'usine et les licenciements.

Les scandales sanitaires, comme celui de l'amiante, du Mediator ou du Levothyrox, ont montré comment les entreprises utilisent le secret commercial pour privilégier leurs profits, au détriment de la santé publique ou de l'environnement.

Les salariés, les consommateurs peuvent collectivement tout savoir des comptes et des projets des entreprises de leur région. Il faut imposer le droit de regrouper les informations et de les rendre publiques!

L'Europe capitaliste a 60 ans, et elle recule

Née en 1957 avec le Traité de Rome, la laborieuse construction européenne n'a jamais vraiment uni les peuples. Cela fait pourtant longtemps que les frontières séparant les pays européens sont dépassées, tant les économies sont interpé-

nétrées et les populations mélangées. L'unification du continent serait un progrès, mais les bourgeoisies européennes en sont incapables. Les grandes puissances sont en concurrence (France, Allemagne, Grande-Bretagne...). Aujourd'hui, des démagogues nationalistes présentent le Brexit ou le Frexit comme une solution à la crise. Mais la crise, c'est celle du capitalisme, Union européenne ou pas! Il n'y qu'une alternative: une Europe unie par et pour tous ses travailleurs!

26 milliardaires...

... possèdent autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit 3,5 milliards d'êtres humains.

87 milliards d'euros de profits...

... pour les seules entreprises du CAC 40 en 2018, c'est...



2,2 millions d'emplois payés à 1800 euros net, cotisations comprises



Ou la construction de 250 hôpitaux



Ou la construction de 800 000 logements

hanceons le système banque on aurait dejà savée

À bas l'Europe-forteresse!

Si les frontières n'arrêtent ni la crise ni la rapacité des capitalistes, nos dirigeants les ferment aux migrants. Ils multiplient les lois visant à les empêcher de vivre ici et durcissent les traques policières. En mer, les moyens militaires ont remplacé les opérations de sauvetage. Sur terre, ils érigent de nouveaux murs, toujours plus hauts.

Cette politique tue. Chaque année, des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants qui fuient des dictatures infâmes, des pays ravagés par les guerres ou simplement la misère, se noient en Méditerranée.

Ceux qui ont survécu travailleront avec nous demain, dans les mêmes entreprises: ils sont nos sœurs et frères de classe. Les accueillir, c'est être plus forts, tous ensemble, contre ceux qui nous exploitent.

Liberté de circulation et d'installation pour tous!

Une Europe toujours plus inégale

Dans les pays d'Europe de l'Est, le salaire minimum reste partout inférieur à 500 euros. La Grèce, l'Espagne ou le Portugal ont été ravagés par le chômage. Dans tous ces pays, des millions de travailleurs et de jeunes ont été contraints d'émigrer.

Et dans les pays les plus riches comme dans les plus pauvres, ce sont les mêmes capitalistes de l'industrie, des banques et de la distribution, les Carrefour, Total, Siemens, qui en profitent.

La seule réponse des travailleurs, c'est la solidarité contre les capitalistes.



Algérie: le peuple contre le système

Depuis le 22 février, des millions d'Algériens ont manifesté contre le clan Bouteflika et ceux qui accaparent les richesses. « Ils ont des millions, nous sommes des millions », disent-ils. Les manœuvres du régime ne les ont pas découragés.

Dans ce pays si longtemps colonisé par la France, les Renault, Total et Sanofi poursuivent leurs affaires. Macron est solidaire du régime. Quant à Le Pen, égale à elle-même, elle veut fermer les frontières aux Algériens.

À l'inverse, la solidarité des travailleurs d'ici va aux contestataires.

Vive la lutte de nos sœurs et de nos frères de classe en Algérie!

Cibler le pantin Macron, ou ceux qui tirent les ficelles?

« Macron démission! », ont scandé les gilets jaunes. Oui, mais remplacer cette marionnette des riches par une autre ne changerait pas grandchose. Chacun se souvient du « tout sauf Sarkozy ». Or sous Hollande, la bourgeoisie a continué à s'enrichir, et la classe ouvrière à payer la note. Le vrai pouvoir n'est pas à l'Élysée. Il appartient à une poignée de milliardaires (les Arnault, Peugeot, Michelin...) qui tiennent dans leurs

mains toute l'économie, qui exploitent et licencient à tout va.

C'est pourquoi dans leurs combats, les travailleurs ont à viser le grand capital. Et pour empêcher les capitalistes de nuire, il n'y a pas d'autre moyen que de leur arracher leur pouvoir dictatorial sur les entreprises et sur l'économie. Il faudra les soumettre au contrôle des travailleurs, des consommateurs et des usagers.



Macron-Salvini:

c'est comme au catch, c'est pour de faux

Leur comédie dure depuis des mois. Le ministre d'extrême droite Salvini met en scène des colères contre Macron, accusé de vouloir faire de l'Italie « un camp de réfugiés en Europe ». Bien content, Macron se pose du coup en défenseur des droits humains et du progrès, contre l'extrême droite.

Mais les faits sont têtus: si le style et les discours diffèrent, leur refus d'accueillir les migrants est semblable. D'ailleurs la France accueille encore moins de migrants que l'Italie.

Macron contre Salvini, pro contre anti-Union européenne: ce sont de faux combats. Le seul qui compte, c'est entre travailleurs et capitalistes.

Le Pen: contre les immigrés, pour les capitalistes

Marine Le Pen et son FN-RN accusent les travailleurs immigrés d'être responsables du chômage et des bas salaires. En tentant de diviser la classe ouvrière, Le Pen rend ainsi un service à la bourgeoisie.

Elle aspire à accéder au pouvoir et parle de « donner le pouvoir au peuple ». Mais qu'elle remplace Macron n'enlèvera rien au pouvoir

du grand capital sur l'économie. Pour ne pas déplaire aux grands patrons, Le Pen ne parle plus d'abandonner l'euro, ce qui était dans son programme en 2017.

C'est dans leur force collective et dans leur capacité de lutter contre la bourgeoisie que les travailleurs doivent placer leur confiance. Pas dans de dangereux démagogues.

Les enseignements du mouvement des gilets jaunes

Le mouvement des gilets jaunes a dénoncé la baisse du pouvoir d'achat, les bas salaires et les retraites de misère. Il a montré qu'un mouvement déterminé pouvait faire ravaler sa morgue au gouvernement.

Pour les travailleurs, la réponse au problème du pouvoir d'achat, c'est un emploi pour tous avec un salaire décent. Ils ne pourront l'obtenir qu'en combattant le grand patronat. La force des travailleurs est au sein des entreprises où ils sont concentrés et qu'ils font fonctionner. C'est là qu'ils doivent se mobiliser pour imposer leurs revendications vitales aux capitalistes qui dirigent la société.

Pour un parti communiste des travailleurs

Face à l'offensive du grand capital, il ne faut pas seulement rejeter les partis de l'alternance politicienne. Les travailleurs doivent se doter de leur parti, à même de préparer et de conduire une contre-offensive.

Ce parti devra renouer avec ce qui a fait la force du mouvement ouvrier à ses origines: un programme communiste révolutionnaire.

Il se donnera comme objectif d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie pour faire fonctionner la société sous le contrôle démocratique des travailleurs.

C'est la seule façon d'empêcher que les luttes à venir ne soient conduites vers des impasses ou n'alimentent des courants hostiles à la classe ouvrière.

Brexit, Frexit: l'impasse du souverainisme

Le Pen, Dupont-Aignan, Asselineau, etc., disent que nos problèmes viennent de Bruxelles, des traités européens ou de l'euro.

Mais guand Ford ferme l'usine de Blanquefort, quand Sanofi, firme française richissime, supprime des milliers d'emplois, quand les patrons bloquent les salaires et n'embauchent que des travailleurs précaires, ils n'appliquent aucune directive européenne. Ils aggravent l'exploitation pour augmenter leurs profits.

Et être pauvre en francs ou être pauvre en euros, qu'est-ce que cela change pour les travailleurs?

La Suisse n'est pas dans l'Union européenne, pourtant les travailleurs de ce pays y sont exploités. En Grande-Bretagne, le Brexit sert d'alibi pour demander des sacrifices aux travailleurs.

Alors, dans les frontières d'un pays comme dans celles de l'UE, ce qui compte, c'est le rapport des forces entre travailleurs et capitalistes.

Les 79 candidats de Lutte ouvrière



Nathalie ARTHAUD Enseignante Seine-Saint-Denis



Jean-Pierre MERCIER Ouvrier de l'automobile Yvelines



Ghislaine JOACHIM-ARNAUD Technicienne de



Éric PECOUEUR Claire ROCHER Ouvrier de l'automobile Infirmière hospitalière Nord Côte-d'Or





Éric BELLET Monique DABAT Ouvrier Cheminote Cher Paris



Eddy LE BELLER Technicien chantier naval Loire-Atlantique



Farida MEGDOUD Enseignante Loiret



Pascal LE MANACH Ouvrier de l'automobile Seine-Maritime



Chantal GOMEZ Dessinatrice technique



Jean-Yves PAYET Conseiller agricole La Réunion



Valérie HAMON Cheminote Ille-et-Vilaine



François ROCHE Ouvrier dans l'aéronautique Bouches-du-Rhône



Valérie FOISSEY Aide-soignante Seine-Maritime



Julien WOSTYN Ouvrier de l'automobile Haut-Rhin



Anne ZANDITÉNAS Enseignante Aisne



Jean-Marie NOMERTIN Emplové



Isabelle BONNET Enseignante Bouches-du-Rhône



Salah KELTOUMI Ouvrier de l'automobile Haut-Rhin



CLERGUE Ouvrière qualifiée Loiret



Thomas ROSE Enseignant Marne



Fanny QUANDALLE Postière Gironde



Patrice VILLERET Ouvrier ajusteur fonderie Vienne



Marie SAVRE Psychologue en hôpital psychiatrique Puy-de-Dôme



Christophe GARCIA Postier Calvados



Malena ADRADA Professeure des écoles



Ali KAYA Ouvrier de l'industrie automobile



Nathalie MALHOLE Secrétaire médicale Bouches-du-Rhône



Michel DARRAS Technicien dans l'automobile Pas-de-Calais



Julie LUCOTTE Infirmière Saône-et-Loire



Vincent CHEVROLLIER Professeur des écoles Eure-et-Loir



Marie-Claude RONDEAUX Ouvrière retraitée



Olivier MINOUX Ouvrier dans la chimie Rhône



Mélanie PEYRAUD Enseignante



Jean CAMONIN Technicien de maintenance Essonne



Anne BRUNET Enseignante en lycée professionnel



Olivier NICOLAS Informaticien Charente



Élisabeth FAUCON Enseignante



Martial COLLET Ouvrier métallurgiste



Agathe MARTIN Val-de-Marne



Antoine COLIN Enseignant-chercheur Charente-Maritime



Renée POTCHTOVIK Factrice



Mario RINALDI Technicien de maintenance dans l'automobile



Josefa TORRES Technicienne de laboratoire Val-de-Marne



Nicolas BAZILLE Cheminot Loire-Atlantique



Kelig LAGRÉE Enseignante Morbihan



Pierre NORDEMANN Employé d'organisme social Meurthe-et-Moselle



Adèle KOPFF Enseignante Drôme



Michel TREPPO Ouvrier de l'automobile Doubs



Cécile FAURITE Cheminote Rhône



Dominique MARIETTE Professeur retraité Val-d'Oise



Fatima ABDELLAOUI Employée Nord



Richard BLANCO Employé au ministère du Travail Tarn-et-Garonne

Louise FÈVE

Cheminote

Bas-Rhin



Fabienne DELORME Enseignante



Liberto PLANA Employé d'hypermarché Pyrénées-Orientales



Vincent GOUTAGNY Ouvrier dans l'industrie plastique Ain





Pyrénées-Atlantiques

Bruno PALENI

Professeur

en lycée du bâtiment





Catherine VAN CAUTEREN aéronautique Haute-Garonne



Jacques MATTEÏ Ouvrier métallurgiste Haute-Savoie





Yves CHEÈRE Ouvrier retraité de l'automobile Sarthe



François MEUNIER Instituteur Hautes-Pyrénées



Charline JOLIVEAU

Marie-José FALIGANT public Maine-et-Loire



Hérault

Guillaume

PERCHET

Électronicien



Jura

Martine AMELIN

Employée retraitée

Mayenne





Ardennes

Isabelle LECLERC

Secrétaire retraitée

Gard

des écoles



de l'automobile Oise



Estelle JAQUET

Enseignante

Alpes-Maritimes

Employée de banque retraitée Seine-Saint-Denis

Seine-Saint-Denis